

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**Siège :
**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER**☎ **05.56.73.29.26**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 28 JUILLET 2022
D28072022/97**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Liliane DUBOIS.

ETAIENT REPRESENTES :

Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)
Jean-Marie BERTET (pouvoir à Tony TRIJOULET)
Christine GRASS (pouvoir à Véronique CHAMBAUD)
Jean-Marie REVAILLER (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jacques BIDLUN, Jean-Luc PIQUEMAL, Karine FORGERON, Dominique DUBOURG, Valérie DA COSTA OLIVERA, Jean-Marie REVAILLER

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire
Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Patrick BURAN

**Objet : ENFANCE-JEUNESSE : MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA
COMPETENCE « ACTION SOCIALE ».****Rapporteur : Véronique CHAMBAUD, 9eme Vice-Présidente.****Vote : UNANIMITE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5211-5-1, L. 5211-20, L. 5211-17 et L. 5214-16 ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment l'article 35 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2020 portant modification des statuts de la Communauté de Communes Médoc Atlantique ;

VU la délibération N° 01102021/123 en date du 1^{er} octobre 2021,Considérant qu'il est ainsi nécessaire pour la Communauté de Communes Médoc Atlantique de définir l'intérêt communautaire pour la compétence « **Action sociale d'intérêt communautaire** » ;

Considérant que la définition de l'intérêt communautaire permet de ne transférer à la Communauté de Communes que ce qui a été déclaré d'intérêt communautaire par cette dernière ;

Considérant la suppression par la CAF du dispositif « Contrat Enfance Jeunesse » et son remplacement par le dispositif « Convention Territoriale Globale »,

Considérant que l'intérêt communautaire est défini par le Conseil Communautaire à la majorité des deux tiers ;

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver :

- De modifier la délibération N°01102021/123 du 1^{er} octobre 2021,
- D'approuver qu'au titre de la compétence **«Action sociale d'intérêt communautaire»**, la Communauté de Communes sera compétente pour la conduite des actions d'intérêt communautaire suivantes : **« La création et le fonctionnement d'un lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP), d'un relais d'assistantes maternelles, la coordination des actions enfance/jeunesse dans le cadre de la Convention Territoriale Globale, mutualisée avec les communes du territoire, et l'assistance de toutes les communes pour le montage des dossiers dans le cadre de la convention territoriale globale »**.
- De charger son Président, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée aux Maires des communes membres et au Préfet de la Gironde.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 21 juillet 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OÙ l'exposé du rapporteur,

DÉCIDE :

- De modifier la délibération N°01102021/123 du 1^{er} octobre 2021,
- D'approuver qu'au titre de la compétence **«Action sociale d'intérêt communautaire»**, la Communauté de Communes sera compétente pour la conduite des actions d'intérêt communautaire suivantes : **« La création et le fonctionnement d'un lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP), d'un relais d'assistantes maternelles, la coordination des actions enfance/jeunesse dans le cadre de la Convention Territoriale Globale, mutualisée avec les communes du territoire, et l'assistance de toutes les communes pour le montage des dossiers dans le cadre de la convention territoriale globale »**.
- De charger son Président, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée aux Maires des communes membres et au Préfet de la Gironde.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 32

Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 28 JUILLET 2022



LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement